

Volet prospective

Où devons-nous amener nos milieux de l'enseignement supérieur pour qu'ils gardent leur pertinence dans l'avenir?

Allocution de Julie Gagné, directrice de l'ORES

Dans le cadre de l'événement soulignant le 60^e anniversaire du Conseil supérieur de l'éducation, Hôtel Hilton Québec, 12 décembre 2025

Contexte

- ⊙ Les pistes de réflexion abordées dans cette présentation découlent principalement de deux textes parus dans les derniers mois, qui ont abordé les grandes tendances en matière d'enseignement supérieur aux États-Unis et en Europe : un rapport d'Educause – un organisme américain qui s'intéresse à l'utilisation des technologies de l'information en enseignement supérieur – et un rapport de l'Association des universités européennes.
- ⊙ Pour le présent exercice, l'équipe de l'ORES a creusé certaines des tendances énoncées dans ces deux rapports en les mettant en relation avec des publications québécoises récentes et avec des constats plus généraux qui ressortent de nos travaux de veille ou de la rédaction de nos récents dossiers thématiques.
- ⊙ Nous vous proposons donc de faire un tour d'horizon de quelques situations qui façonnent l'enseignement supérieur actuellement et qui représentent aussi des défis à relever pour les établissements. Vous verrez que certains de ces éléments sont déjà bien connus et documentés, mais que les mettre en relation avec d'autres tendances nous amène à nous interroger sur ce que devront faire les milieux de l'enseignement supérieur afin de demeurer pertinents dans l'avenir.

Alors, où devons-nous amener nos milieux de l'enseignement supérieur pour qu'ils gardent leur pertinence dans l'avenir?

1. Des profils étudiants variés qui redéfinissent les attentes envers les établissements

Premièrement, le constat n'est pas nouveau et le Conseil supérieur de l'éducation en parle depuis longtemps : il mentionnait en effet dans un avis de 2013 **que la figure de l'étudiant traditionnel**, i.e. « jeune et engagé à temps plein de façon quasi exclusive dans un parcours régulier de formation » **devenait presque marginale**.

Plus récemment, *l'Initiative réseau sur la population étudiante* menée par l'Université du Québec (2024) ajoutait que même **les étudiantes et les étudiants ayant un profil qu'on pourrait qualifier de « traditionnel » adoptaient des comportements associés à ceux et celles ayant des profils non traditionnels** : études à temps partiel, interruptions dans le parcours d'études, changements dans le projet d'études, importance accordée à un emploi... Autrement dit : les étudiantes et les étudiants ne placent pas forcément les études au centre de leur vie : ils et elles ont d'autres responsabilités diverses ou priorités différentes.

Cette réalité pose un certain nombre de défis pour les établissements qui doivent répondre à des attentes et des besoins variés, ainsi qu'à des étudiantes et étudiants dont les objectifs diffèrent ou qui ont des perceptions différentes de ce que signifie « être aux études ».

À cet égard, tant le rapport d'Educause sur les tendances en enseignement supérieur aux États-Unis que celui de l'Association des universités européennes indiquent qu'une façon pour les établissements de s'adapter à cette variété de profils passe par **une plus grande flexibilité** qui permettrait donc de faciliter la conciliation de différents volets de la vie étudiante, familiale et personnelle. Plus encore, il s'agit maintenant d'une attente de la population étudiante que de pouvoir bénéficier de cette flexibilité.

Plus concrètement, elle peut se réaliser **au sein des programmes traditionnels** : par exemple en ajustant le temps requis pour la diplomation, en ajoutant la possibilité d'étudier à temps partiel ou à distance, ou encore en bonifiant l'offre de choix de cours optionnels.

La flexibilité convoitée peut aussi se présenter par une offre accrue de formation complémentaire non diplômante, dans une perspective d'apprentissage tout au long de la vie. Cette deuxième option a l'avantage de permettre de développer ou d'actualiser les compétences à différents stades de vie.

2. Ce rapport aux études qui change se produit également au moment où on s'interroge sur la valeur des diplômes traditionnels. Répondent-ils toujours aux besoins de la population étudiante, des employeurs et de la société ?

Educause constate qu'aux États-Unis, depuis quelques années, plusieurs jeunes adultes remettent en question les bénéfices associés à la diplomation : il y a une **incertitude quant aux perspectives d'emploi et une réticence à s'endetter à ce point pour étudier**. Selon les auteurs du rapport, cette tendance pourrait notamment

amener une révision des pratiques pédagogiques – au profit de l'apprentissage expérientiel, par exemple – une attention accrue vers l'insertion professionnelle, ainsi que l'adoption de mesures pour favoriser l'accessibilité financière.

On sait bien évidemment que le coût des études aux États-Unis est largement supérieur à celui des études au Québec, mais il n'en reste pas moins que les personnes qui s'engagent dans des études y consacrent du temps, des efforts et de l'argent. On peut donc supposer qu'elles s'attendent aussi à décrocher un diplôme permettant de se démarquer dans le marché du travail.

Or, un diplôme ne garantit pas forcément un emploi à la hauteur de ses qualifications : au Québec, plus du tiers des personnes formées à l'université n'occupent pas un emploi qui exige un diplôme universitaire. Ce phénomène de surqualification touche par ailleurs davantage les personnes immigrantes, celles appartenant à une minorité visible et les jeunes.

De même, on apprenait récemment que même si l'avantage salarial associé à la diplomation demeure significative, il se réduit. En effet, à l'automne 2024, l'Institut du Québec indiquait que **les fluctuations du marché du travail réduisaient l'écart salarial associé aux études supérieures** : les emplois moins bien rémunérés, exigeant une scolarité moins élevée, ont connu une hausse des salaires plus rapide et importante.

Outre l'aspect financier, on peut se questionner sur l'adéquation entre les compétences acquises dans les programmes d'études et celles qui seront utiles sur le marché du travail et dans un monde changeant, avec cette triple transition que l'on entend sur toutes les tribunes : changements climatiques, crises politiques, nouvelles technologies.

Ces questionnements quant à la valeur des diplômes montrent que les établissements d'enseignement supérieur doivent :

- **Rappeler leur pertinence pour les individus** : meilleure progression de carrière, préparation aux aléas du marché de l'emploi, bénéfices financiers plus élevés à long terme, meilleure santé, participation sociale accrue.
- **Rappeler leur pertinence pour le marché de l'emploi** : développement de compétences transversales, durables et polyvalentes.
- Mais aussi **rappeler l'importance de l'enseignement supérieur pour la société**, que ce soit en matière d'innovation, de santé publique ou de réponse aux grands défis à relever, comme les changements climatiques et l'arrivée de l'intelligence artificielle.
- Les établissements doivent surtout s'assurer que les programmes et les diplômes offerts répondent effectivement aux besoins et aux aspirations des personnes étudiantes et de la société.

À cet égard, une piste à explorer nous vient de l'Organisation des Nations Unies qui, dans l'objectif 4 de développement durable, nous invite à **voir l'éducation au service du bien commun**. L'ONU suggère de passer « d'une focalisation exclusive sur l'accès et la qualité, mesurés principalement en termes de résultats d'apprentissage, **à une focalisation accrue sur les contenus éducatifs et leur contribution à la durabilité de l'humanité et de la planète** » (UNESCO, 2020, p. 14, dans ORES, 2024).

3. L'essor des programmes courts et des micro-certifications

Une des réponses pour favoriser l'adéquation entre les formations et les besoins du marché du travail a été le développement d'une **offre de formation continue liée à l'emploi**. C'est une façon de répondre aux besoins formulés par différents acteurs du marché du travail ou encore aux priorités gouvernementales en matière de requalification et de rehaussement des compétences de la main-d'œuvre.

On constate par ailleurs que l'offre de formation continue permet aussi d'ouvrir les portes de l'enseignement supérieur à des populations moins traditionnelles : les femmes, les étudiantes et étudiants de première génération, les adultes (retours aux études), les personnes issues de l'immigration et les Premiers Peuples.

Or, l'attrait croissant pour ce type de formation est peut-être justement un des enjeux à surveiller :

- Le média Inside Higher Ed relevait tout récemment qu'aux États-Unis, un nombre croissant de jeunes adultes délaissent les programmes traditionnels au profit des **microprogrammes**. Ces jeunes sont attirés par la perspective d'accéder rapidement à un emploi, sans devoir déboursier d'importantes sommes pour étudier. Pour d'autres, ces programmes offrent une porte d'accès à l'enseignement supérieur. **Or, ce choix expose ces jeunes à une plus grande vulnérabilité dans leur vie professionnelle**. En effet, si ces formations courtes peuvent répondre de façon pointue à un besoin réel dans le marché du travail actuel, elles offrent néanmoins des perspectives de développement de carrière plus limitées.
- C'est une tendance inquiétante dans la mesure où, à l'heure actuelle, nous manquons de recherche pour bien comprendre les retombées de ce type de formation, alors qu'on sait qu'elles posent **des défis en termes de qualité, de transférabilité et de cohérence dans le parcours éducatif** (ORES, 2024).
- À l'échelle québécoise, on peut notamment penser à l'importance des programmes courts, comme l'AEC au collégial, pour permettre à des adultes de se requalifier, de changer de carrière ou de se perfectionner. Mais ces filières de formation continue ne devraient pas concurrencer les programmes destinés aux

jeunes en formation initiale qui incluent des cours de formation générale : « il faut éviter que, d’une manière ou d’une autre, la formation continue devienne une voie de formation pour des jeunes en formation initiale recrutés au secondaire » (Doray et Charron, 2024, p.32)

Il y a donc lieu de se questionner sur les façons dont les établissements d’enseignement supérieurs pourraient répondre à cet appétit pour des formations plus courtes, tout en outillant de façon durable les étudiantes et les étudiants.

Pour récapituler, nous avons abordé jusqu’ici le fait que :

- Les profils étudiants sont variés et qu’il en découle une attente de flexibilité dans les études et dans les cheminements.
- La « pertinence » du diplôme pour toute la vie n’est pas certaine : nouveaux besoins du marché du travail, nouvelles technologies à maîtriser, défis sociétaux à relever.
- Les programmes courts et les micro-certifications gagnent en popularité et attirent des travailleurs et des travailleuses en quête de requalification ou de perfectionnement, mais peuvent aussi constituer une porte d’entrée vers l’enseignement supérieur.

4. Pour rester pertinent dans l’avenir : embrasser une vision de l’apprentissage tout au long de la vie ?

Tout cela montre l’importance pour les établissements d’assumer pleinement leur rôle en tant qu’institutions d’apprentissage tout au long de la vie. En effet, embrasser une vision de l’apprentissage tout au long de la vie ouvre la porte à une cohabitation de différents profils étudiants, différents programmes et au développement d’une offre éducative qui répond aux besoins des individus tout au long de leur vie.

Il ne s’agit donc plus, pour les établissements, de former des individus à un moment précis de leur parcours, mais bien d’étendre l’apprentissage sur toute la durée de la vie (UIL, 2022, dans ORES, 2024) :

« Cette perspective remet en question la dichotomie entre, d’une part, la formation initiale destinée aux plus jeunes et, d’autre part, la formation continue qui viendrait combler les lacunes éducationnelles des adultes. » (ORES, 2024)

La concrétisation d’une telle vision implique de répondre à plusieurs défis :

- Ne pas tomber dans le piège de répondre étroitement aux demandes du marché du travail en ne développant que des compétences spécifiques, au risque de perdre de la cohérence dans les parcours éducatifs ou de fragmenter des programmes (ORES, 2024, p.23). La priorité devrait être de permettre aux personnes d'élargir leurs horizons et leurs compétences, tout au long de leur vie.
- Il faut également mieux encadrer les micro-certifications, notamment grâce à un outil structurant qui favoriserait la comparaison et la lisibilité des qualifications, comme le fait valoir le Conseil supérieur de l'éducation (CSE) dans son rapport *Un cadre national de qualification pour reconnaître, comparer et soutenir le développement des compétences au Québec* (2024).
- Cet encadrement devrait notamment permettre de répondre aux enjeux soulevés par la multiplication de l'offre de formation – tant du côté des organisations publiques que des entreprises privées – pour s'assurer que les apprenantes et les apprenants bénéficient d'une formation de qualité.
- Il faut aussi réfléchir au statut des personnes qui retournent aux études et au soutien financier auquel elles ont accès. Il faudrait être en mesure de considérer les réalités étudiantes hétérogènes, ainsi que le poids respectif des études et du travail, afin de fournir un soutien financier adéquat (ORES, 2023).
- Il faut aussi faciliter les transitions vers le marché du travail, mais aussi du marché du travail vers l'enseignement supérieur. Cela pourrait inclure le développement de services en appui à la persévérance, adaptés aux personnes étudiantes adultes : orientation, soutien psychosocial, services de garde, soutien pédagogique, reconnaissance des acquis, etc. (ORES, 2024).

Il s'agit là de quelques pistes, mais il serait possible de poursuivre la liste. L'idée c'est surtout de montrer que si les établissements adhèrent à cette vision de l'apprentissage tout au long de la vie, ils devront consacrer des efforts pour mieux accueillir des apprenants adultes dans toute leur diversité, pour leur offrir une formation de qualité leur permettant de développer des compétences qui seront reconnues et transférables dans leur vie personnelle et professionnelle.

Pour les établissements d'enseignement supérieur, il s'agit en somme d'offrir un point d'ancrage à travers des opportunités éducatives pertinentes et accessibles aux individus, tout au long de leur vie.

Références

Bourdon, S., Vultur, M. et Lapointe-Garant, M.-P. (2024). La surqualification des diplômés universitaires québécois : ampleur, évolution et facteurs associés. *Cahiers québécois de démographie : revue internationale d'étude des populations*, 49(1), 81-103. <https://doi.org/10.7202/1109869ar>

Résumé ORES : <https://oresquebec.ca/articles-de-veille/la-surqualification-des-titulaires-dun-diplome-universitaire/>

Conseil supérieur de l'éducation. (2013). Parce que les façons de réaliser un projet d'études universitaires ont changé, Québec, Le Conseil, 123 p.

<https://www.cse.gouv.qc.ca/publications/projet-detudes-universitaires-50-0480/>

Doray, P. et Charron, C. (2024). La formation continue : au cœur du projet de démocratisation de l'Éducation depuis plus de 50 ans. *Pédagogie collégiale*. 38(1). <https://www.calameo.com/aqpc/read/0067374143526a511cee8>

Gaebel, M., Zhang, T et Stoeber, H. (2024). *Trends 2024. European higher education institutions in times of transition*. European University Association [EUA].

<https://www.eua.eu/publications/reports/trends-2024.html>

Résumé ORES : <https://oresquebec.ca/fr/articles-de-veille/coup-doeil-sur-les-tendances-europeennes-en-enseignement-superieur/>

IDQ. (2024). *Étudier, est-ce encore si payant? Évolution de l'avantage salarial à poursuivre des études*. Institut du Québec. <https://institutduquebec.ca/wp-content/uploads/2024/08/IDQ-202408-AVANTAGE-SALARIAL.pdf>

IRPÉ. (2024). *Rapport de recherche de l'IRPÉ : Qui sont les étudiantes et les étudiants et quels sont leurs besoins ?* Initiative réseau sur la population étudiante.

https://docutheque.uquebec.ca/id/eprint/207/7/IRPE_Rapport_de_recherche_2024-06-06.pdf

Observatoire sur la réussite en enseignement supérieur (2023). *Accessibilité financière aux études : quelles conditions pour la réussite étudiante ?*

<https://oresquebec.ca/dossiers/accessibilite-financiere-aux-etudes-conditions-pour-la-reussite-etudiante/>

Observatoire sur la réussite en enseignement supérieur (2024). *Formation continue en enseignement supérieur : des parcours de réussite étudiante*.

<https://oresquebec.ca/dossiers/formation-continue-en-enseignement-superieur-des-parcours-de-reussite-etudiante/>

Pelletier, K., McCormack, M., Muscanell, N., Reeves, J., Robert, J. et Arbino, N. (2024). 2024 EDUCAUSE Horizon Report, Teaching and Learning Edition. Educause.

<https://library.educause.edu/-/media/files/library/2024/5/2024hrteachinglearning.pdf>.

Résumé ORES : <https://oresquebec.ca/articles-de-veille/lavenir-de-lenseignement-superieur-des-adaptations-necessaires/>

Weissman, S. (2024. 1 octobre). The Microcredential Generation. Inside Higher Ed.
<https://www.insidehighered.com/news/tech-innovation/alternative-credentials/2024/10/01/microcredential-generation>